

Politique

numéro 26 octobre 2002

- LE POINT
-
- [2 Le fait divers de Willy Wolsztajn](#)
 - [3 Les convergences historiques - Hugues Le Paige](#)
 - [6 Sur l'«affaire Faust» - Henri Goldman](#)
 - [7 Le dictionnaire du prêt-à-penser - Mateo Alaluf](#)
 - [8 Hors d'œuvre - Abraham Franssen, Irène Kaufer, Hugues Le Paige](#)
- LE THEME

10 EUROPE, BELGIQUE : UNE GAUCHE À RECONSTRUIRE

Ouf, il y a eu l'Allemagne. Et, juste avant, la Suède. La spirale de l'échec des gauches européennes – Autriche, Espagne, Italie, France, Danemark, Pays-Bas... – semble enrayée. Pourtant, le chancelier socialiste Schröder n'aura été sauvé que par les inondations. Et sans avoir dû faire le bilan de sa course au centre.

En Belgique francophone, ce bilan a été tiré. Le salut viendra d'une rupture avec le social-libéralisme. Et de convergences rouges-vertes inédites.

- [10 Samedi 28 septembre, au café Belga... - Henri Goldman](#)
- [11 "Jospin, dis-nous quelque chose de gauche !" - Philippe Marlière](#)
- [12 Le grand changement social-démocrate - Gerassimos Moschonas](#)
- [18 La gauche face au piège libéral - Jérôme Jamin](#)
- [20 L'urgence d'un "détour" - Erwan Lecœur](#)
- [24 La gauche a-t-elle peur de la sécurité ? - Pierre Verjans](#)
- [26 L'étonnant retour de la gauche radicale - Gabriel Maissin](#)
- [28 Comment articuler partis et mouvements ? - Yves Salesse](#)
- [30 Une bipolarisation annoncée ? - Pascal Delwit](#)
- [32 Premiers pas d'une nouvelle gauche ? - Jacques Bauduin](#)
- [40 Une opération de camouflage - Jean-Claude Willame](#)
- [42 "Écolo : c'était un si beau parti" - Jean Prolo](#)
- [43 Les racines de l'arc-en-ciel - Marc Jacquemain](#)
- [48 Impliquer l'associatif - Éric Buysens](#)
- [50 Convergences sénatoriales - Jean Cornil](#)

Illustrations : Willy Wolsztajn

- 36 "Pourquoi pas?", une nouvelle de Hadi El Gammal
- 39 Le Café Carabosse, par Irène Kaufer

- Les assises pour
L'ÉGALITÉ
- [52 Dernière ligne droite - Jérémie Detober](#)
 - [53 Chronique féministe de l'égalité, par Alda Greoli](#)
 - [54 Chantier "santé" : quelques concepts à mettre à plat - Michel Dupuis](#)
 - [56 La santé vue d'en-bas - entretien avec Perrine Humbert et Thierry Poucet](#)
 - [58 Un peu d'éthique dans les TIC - Suzanne Beer](#)
 - [60 Chantier "enseignement" : sortir de la schizophrénie ? - Frédérique Mawet](#)
 - [64 Le Topo des chantiers](#)
 - [67 L'Agenda](#)

- TEMOLNAGE
- [68 Pourquoi François n'aimait pas le foot \(sur François Delor\) - Irène Kaufer](#)
 - [70 La photo : Marc Detiffe](#)
 - [71 Turbulences, par Abel Cohen](#)

Politique

revue de débats

LE THÈME

EUROPE, BELGIQUE : UNE GAUCHE A RECONSTRUIRE

De l'échec de Jospin
aux « convergences à gauche » Écolo-PS



LE POINT

SUR L'«AFFAIRE FAUST»

Pratiques et principes
d'un certain
syndicalisme

Les racines de l'arc-en-ciel

Avec l'automne, arrivent les premiers sondages à caractère pré-électoral (1), qui montrent que l'«arc-en-ciel» ne réussit pas si mal aux partis qui le constituent. C'est peut-être le moment de se réinterroger sur les bases idéologiques qui ont permis la construction de cette formule un peu bigarrée.

MARC JACQUEMAIN

Marc Jacquemain est sociologue à l'ULg et militant socialiste

Bien sûr, on pourra dire que dans notre monde de politique «froide», ces fondements idéologiques comptent moins que les calculs tactiques des partis et les stratégies de carrière de leurs membres. C'est vrai, mais un peu court. Tout le monde ne dit pas n'importe quoi simplement parce que «ça marche». Croire que les idéologies sont déterminantes est une naïveté ; croire qu'elles ne comptent pour rien en est une autre, pas nécessairement moins lourde. Il faut prendre les convergences et divergences idéologiques pour ce qu'elles sont : le contexte dans lequel vont se déployer les stratégies des uns et des autres.

LIBÉRALISME PUBLIC ET INDIVIDUALISME SOCIALISTE

«Avec Louis Michel, nous avons ouvert la voie du libéralisme social. Et aujourd'hui, c'est ce que j'appelle le "libéralisme public" qui reconnaît à la fois l'importance de la puissance publique et la liberté individuelle». Voilà ce que déclarait récemment Daniel Ducarme, président du MR, au *Journal du mardi* (2). Ce qui frappe dans ces propos, c'est que, dans une large mesure, Elio di Rupo aurait pu définir son socialisme exactement de la même façon. Bien sûr, le contenu des deux propositions n'est pas le

même : les socialistes pensent à un État d'abord redistributif, les libéraux, d'abord à un État sécuritaire. Les premiers voient un État interventionniste, les seconds, un État régulateur. Les premiers sont plutôt centrés, pour reprendre les termes de Daniel Ducarme sur le pôle de la «puissance publique» et les seconds sur ce lui de la «liberté individuelle».

Il reste qu'au-delà du clivage gauche/droite, et dès l'époque où ce clivage était beaucoup plus central qu'aujourd'hui, il y a toujours eu au cœur des philosophies sociales du libéralisme et du socialisme, un «imaginaire commun» qui voit la société comme un face-à-face entre l'individu et l'État ; cette vision se traduit par une forme d'indifférence ou même de méfiance à l'égard de tout ce qui est intermédiaire, à savoir le monde des associations non étatiques (3). En ce sens, les deux philosophies restent bien filles lointaines de la révolution française, qui ne se méfiait rien tant que des «corps intermédiaires», fondements des priviléges.

Cette proposition peut paraître tout à fait paradoxale dans un pays où le mouvement ouvrier s'est fait porteur d'une conception essentiellement non étatique de la gestion du conflit social, à savoir notre célèbre modèle de concertation sociale. À ce



(1) *Le Soir*, 16 et 17 septembre 2002.

(2) *Le Journal du mardi*, du 17 au 23 septembre 2002.

(3) Frappant est à cet égard, l'imaginaire de l'économie libérale, qui fut très longtemps aussi loquace sur le marché que muet sur la réalité même de l'entreprise comme institution hiérarchique interposée entre les individus et le marché lui-même.



(4) Y compris des propres associations issues du monde socialiste (il y en a, bien sûr) qui se plaignent souvent d'en être le «parent pauvre». De la même façon, la difficulté des organisations syndicales à se concevoir elles-mêmes comme des «associations» montre bien la prégnance de cette conception «institutionnaliste» du syndicalisme.

(5) Et aussi de tous les pays riches, en général, avec toutefois des nuances culturelles importantes.

(6) Ce que le sociologue britannique Anthony Giddens baptise *life politics*.

(7) Voir pour l'analyse du départ *The silent revolution* (1977), Princeton University Press et pour des développements plus récents *Modernization and post-modernization* (1997), Princeton University Press.

(8) Futuribles, *Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme*, juillet-août 2002, n° 277. Signalons que ces chiffres incluent l'Europe de l'Est et que, bien sûr, les différences entre pays restent considérables, même si la tendance générale est très marquée.

paradoxe, on peut opposer, schématiquement, trois réflexions.

La première est qu'il est de moins en moins sûr que la concertation sociale soit un mode de gestion «non étatique» dans la mesure où les appareils syndical et mutueliste sont de plus en plus vus par leurs membres (et sans doute en partie par leurs permanents) comme des institutions «para-étatiques», qui tirent leur légitimité de leur reconnaissance par l'État et qui exercent des fonctions dévolues à l'État dans d'autres modèles sociaux (combien de membres retiendraient aujourd'hui les syndicats, si on leur enlevait le paiement des allocations de chômage ?)

La deuxième est que ce modèle de concertation ne s'est pas généralisé à l'ensemble de la vie sociale, et, dans des domaines aussi fondamentaux que l'éducation, la santé, l'énergie, le transport, le socialisme belge a fait, historiquement le «choix de l'État» : plutôt développer des institutions étatiques que des institutions propres au mouvement ouvrier.

La troisième est la difficulté qu'ont, encore aujourd'hui, les acteurs du monde socialiste à reconnaître la légitimité des associations dans l'exercice des fonctions collectives (4). Avec, ici, un nouveau paradoxe : au cours du dernier quart de siècle, l'association de capitaux qu'est l'entreprise a bien plus gagné en légitimité dans le monde socialiste que les associations non capitalistes constitutives du secteur non marchand.

Dégagé de ses implications spécifiquement religieuses, dont la réalité s'effrite en même temps que s'effrite le catholicisme institutionnel chez nous, «l'axe laïque» ne puise-t-il pas ses racines idéologiques fondamentales dans cette commune méfiance des libéraux et des socialistes à toute cette logique associative qui ne relève spécifiquement ni des institutions publiques ni des en-

treprises, à savoir ce qu'on appelle aujourd'hui le «non marchand»?

treprises, à savoir ce qu'on appelle aujourd'hui le «non marchand»?

Question un peu provocatrice, sans doute, mais qui a le mérite de renvoyer aux «fondamentaux» idéologiques.

LA MODERNISATION MORALE

Et il y a bien entendu un deuxième fondement à l'axe laïque, à savoir le rejet commun du conservatisme moral de la tradition chrétienne, conservatisme d'autant plus lourd, dans notre pays, que le pilier chrétien, bien que défenseur de l'associationnisme, fut un occupant quasi-continu du pouvoir étatique durant tout l'après-guerre.

Si l'on imagine ce qui restera dans les mémoires après ce (premier) gouvernement «arc-en-ciel», c'est bien sur le terrain de la «modernisation des mœurs» que les acquis semblent les plus visibles. Des mesures d'une portée symbolique considérable ont été engrangées comme toutes celles qui entérinent la normalisation de l'homosexualité dans la société, la dépénalisation partielle de l'euthanasie, le traitement de moins en moins répressif de la toxicomanie ou encore l'égalité nouvelle des hommes et des femmes dans la transmission du patronyme.

Les élections-surprises de 1999 ont sans doute fourni une occasion unique de renvoyer dans l'opposition la famille social-chrétienne, qui était le principal obstacle à la modernisation morale. Cela étant, la politique de l'arc-en-ciel en ce domaine s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus vaste et beaucoup plus ancien.

La montée de l'ensemble des revendications autour des droits des femmes, de l'écologie, de la tolérance

sexuelle et de manière générale, de tout ce qui concerne la «libre disposition de soi» est une des tendances majeures des soixante dernières années à travers toute l'Europe communautaire (5). Remarquée pour la première fois lors des mouvements protestataires étudiants de la fin des années 60, elle se doit sans doute à la prospérité matérielle de toute la période d'après-guerre.

Pour le politologue américain Ronald Inglehart, ce déplacement des valeurs politiques traduit en quelque sorte un effet d'épuisement, dans les pays riches, de la croissance économique et du conflit pour sa répartition. Dans des pays où le confort et la sécurité matérielle ont fait un bond considérable en trois à quatre décennies (comparons simplement le début des années 80 avec l'immédiat avant guerre), le conflit social classique, centré sur la répartition de la valeur ajoutée produite, ne fait plus recette, si l'on peut dire : dès lors que la sécurité matérielle de base paraît assurée pour tous, la croissance et l'égalisation des revenus deviennent des préoccupations moins saillantes et on se préoccupera davantage des questions de qualité de vie (6). Ce basculement des valeurs, Inglehart l'appelle «postmatérialisme» (7).

L'exemple le plus frappant de la montée postmatérialiste en Europe est peut-être la régression de l'homophobie au cours des vingt dernières années : l'homosexualité était encore jugée «injustifiable» par deux Européens sur trois en 1981, chiffre qui est passé à un sur trois en 1999. De la même façon, l'hostilité au divorce, à l'euthanasie, à l'avortement est aujourd'hui clairement minoritaire dans l'ensemble de l'Europe (8).

Dès le milieu des années 70, Inglehart avait prédit, dans la foulée des protestations étudiantes, l'émergence d'une nouvelle gauche préoccupée moins du conflit social et davantage de l'environnement, de la justice mondiale, de l'égalité entre hommes et femmes ou du droit à la libre disposition de soi. Il a cherché cette nouvelle gauche un peu partout, mais il est clair que ce qu'il avait anticipé, c'est avant tout le développement de la mouvance écologiste (9).

En arrimant les revendications postmatérialistes à la thématique environnementaliste, les écologistes de toute l'Europe en ont été, mais à

des degrés très divers, le catalyseur. C'est sans doute la capacité variable des grands partis classiques (en particuliers sociaux-démocrates) de reprendre à leur compte ces thématiques qui explique le succès différentiel des écologistes à travers toute l'Europe.

En Belgique, et en Belgique francophone en particulier, un PS endormi sur ses succès (la constitution d'un modèle social presque unique au monde) a bien failli se laisser surprendre. Même si les facteurs conjoncturels (la crise de la dioxine) ont boosté Écolo aux élections de 1999, le PS ne pouvait qu'être déboussolé de voir un parti de quelques

milliers de membres réussir près de 20 % des voix là où la puissante social-démocratie du haut de ses cent ans d'histoire et de ses cent mille membres en faisait péniblement 30.

Le succès d'Écolo n'est certainement pas pour rien dans le tournant pris par le PS en faveur de la modernisation morale. On peut penser que deux autres facteurs au moins ont joué un rôle décisif. Le premier est la montée d'une nouvelle génération dirigeante au PS, elle-même socialisée dans un contexte «postmatérialiste». Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx en sont les figures emblématiques mais ils ne sont pas seuls : derrière, on voit pointer des

(9) Historiquement, il a bien sûr toujours existé, à côté de la gauche «sociale», une gauche «culturelle», centrée sur les valeurs postmatérialistes. Mais cette gauche culturelle, avant la seconde guerre mondiale, fut toujours très marginale et confinée à des milieux privilégiés. Son alliance avec la gauche «sociale» ne s'est concrétisée que dans des moments historiques très particuliers, comme, par exemple, les premières années de la Révolution russe, ou les années 20 en Allemagne.



Réservations: 02 203 53 03

La Punaise

DE VLADIMIR MAÏAKOVSKI

Mise en scène: Philippe van Kessel

Une satire déjantée sur la société du profit et autres utopies ... Un spectacle total, mêlant cirque et science-fiction, poésie et parodie!

THEATRE NATIONAL
du 22 octobre au 16 novembre
Au Palace, boulevard Anspach 85, 1000 Bruxelles

Production Théâtre National de la Communauté Wallonne Bruxelles



LE SOIR





Rudy Demotte, Jean Cornil ou Yvan Maïeur, pour ne prendre que les plus médiatiques. Le second facteur, c'est l'image d'un PS figé et immobile, renvoyée constamment tant par les médias que par les sondages. En trois ans de présidence de Di Rupo, le lifting socialiste est impressionnant : certes la vieille social-démocratie machiste et conformiste n'a pas disparu, mais elle fait profil bas et elle suit.

Mais cette «modernisation morale» a un prix : les deux principales familles politiques de la coalition se sont mutuellement neutralisées sur le plan social. Les libéraux ont engrangé l'impact symbolique de la réforme fiscale (même si on sait que celle-ci ne sera pas nécessairement régressive sur le plan redistributif, il y avait sûrement un meilleur usage à faire de l'argent public). Les socialistes peuvent se vanter d'avoir «tenu» sur l'emploi et la sécurité sociale.

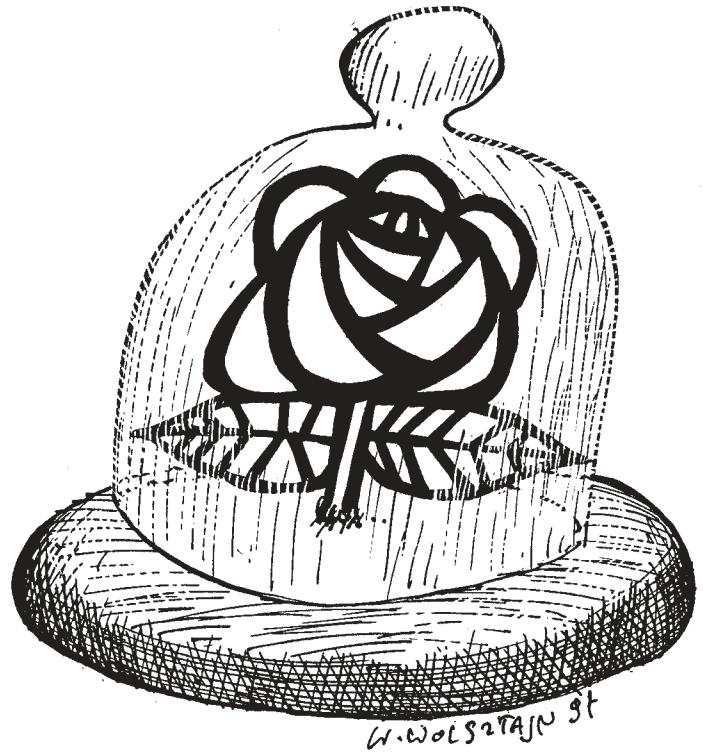
Globalement, donc, la «décrispation» sur ce que l'on appelle aujourd'hui les «problèmes éthiques»⁽¹⁰⁾ s'est payée d'un immobilisme sur le plan social. C'est d'ailleurs assez logique : le postmatérialisme tire son impact de l'affaiblissement du conflit social classique. Si cet immobilisme n'entame pas aujourd'hui la popularité des partis au pouvoir, sans doute parce que la sauvegarde du «modèle social belge» représente, par comparaison avec l'environnement mondial, quelque chose qui apparaît déjà comme un succès. Mais dans une période de durcissement des modes de gestion capitalistes, cette sauvegarde est fragile et le prix à payer par le PS pour une alliance, en définitive, contre-nature, pourrait s'avérer trop lourd.

C'est ici que l'axe PS-Écolo est décisif.

(10) Comme si la sécurité sociale ou l'emploi n'étaient pas des problèmes «éthiques»!

(11) Affaibli, il est vrai, par la crise boursière. Mais cela ne le rend que plus «avidé» d'un redéploiement dans les secteurs de services assurés d'une rentabilité réelle.

(12) Qui très symboliquement, avait intitulé sa semaine sociale en 2001 «Sauver l'État».



UNE AUTRE QUESTION SOCIALE

Car si la modernisation morale était indiscutablement nécessaire, le défi majeur qui attend la gauche pour la décennie à venir est tout autre : dans le contexte d'un capitalisme offensif⁽¹¹⁾, le véritable enjeu, c'est d'éviter la marchandisation générale de toutes les activités sociales. On sait que l'Europe a inscrit à son agenda l'Accord Général sur le Commerce des Services et que le capital privé ne demande qu'à s'introduire en force dans des domaines encore partiellement ou totalement protégés de la marchandise : l'éducation, la santé, l'insertion professionnelle, la sécurité, entre autres.

La question sociale, partiellement marginalisée par le basculement postmatérialiste, est sans doute occupée à renaître sous une autre forme : au-delà même de la répartition de la valeur ajoutée produite au sein de nos sociétés capitalistes, ce qui est en jeu à terme, c'est précisément la capacité de faire société,

c'est-à-dire de pouvoir, dans des domaines qui apparaissent essentiels pour la vie quotidienne de chacun, continuer à imposer des préférences collectives par-dessus le jeu de l'offre et de la demande. Le caractère encore – très provisoirement – abstrait de la menace risque de masquer la portée de l'enjeu : dans une société où toutes les limites à la marchandisation auraient sauté, la question de la justice sociale ne se poserait plus. Il ne resterait plus qu'une question de pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, c'est l'associationnisme chrétien, qui est l'allié naturel de la gauche et l'individualisme libéral, qui est l'ennemi. La fameuse alliance entre «les associations et l'État», dont se réclame continûment le MOC⁽¹²⁾ – et qui, bien sûr, comprend sa part de tactique – constitue aujourd'hui la réponse la plus urgente aux défis de société que la gauche doit affronter.

Sur cette question, l'imaginaire «postmatérialiste» est mal armé pour réagir parce qu'il est fondamentalement individualiste : il est à l'aise pour critiquer les aspects autoritaires et conservateurs du capitalisme, mais beaucoup moins pour

“Symboliquement, ce serait, à l'échelle de l'Europe, la concrétisation de l'alliance possible entre la gauche «culturelle» et la gauche «sociale», la conciliation des gauches «nouvelle» et «ancienne».”

critiquer la récupération marchande des désirs individuels (13).

Or, précisément, Écolo présente cette caractéristique d'être à la fois le catalyseur du post-matérialisme et l'héritier laïcisé du vieil associationnisme chrétien. Ou, dit autrement, il représente, sur le plan idéologique, un post-matérialisme débarrassé de ses aspects hyper-individualistes.

Dès lors, l'idée de «pôle des gauches» avancée par Elio di Rupo et avalisée par le PS représente, au-delà de l'aspect purement électoral, un sérieux pas en avant par rapport à la situation de 1999. Invités surprises au partage du pouvoir, parce que leur résultat électoral les rendait incontournables, les Écolos apparaissent aujourd'hui comme un partenaire privilégié du PS. Le pôle des gauches pourrait constituer la traduction politique de cette alliance des associations et de l'État contre la marchandisation généralisée. Ce serait, à l'échelle de la petite Belgique francophone, un exemple extrêmement porteur. Et symboliquement, ce serait, à l'échelle de l'Europe, la concrétisation de l'alliance possible entre la gauche «culturelle» et la gauche «sociale», la conciliation des gauches «nouvelle» et «ancienne» pour reprendre la formule d'Inglehart.

Dans un contexte comme celui-là, «l'axe laïque» entre le PS et le MR, alliance contre-nature aux regards des enjeux fondamentaux, cesserait d'être nécessaire à condition que le spectre politique continue à se décanter et que le CDH, devenu idéologiquement superfétatoire, se vide de sa substance au profit des trois grandes formations (14).

Mais l'alliance des «deux gauches» n'est pas inscrite dans les astres. Elle pourrait se heurter à des obstacles sérieux.

LES OBSTACLES AU POLE DES GAUCHES

Le premier de ces obstacles serait qu'Écolo, qui n'a jamais clarifié totalement sa position sur le sujet, se refuse à se définir comme un parti de gauche. Il serait alors tout à fait imaginable qu'il se présente comme le successeur déchristianisé du PSC, parti centriste allié tantôt au PS, tantôt au MR en essayant de se rendre de plus en plus incontournable. Le pôle des gauches nécessitera donc la fin de l'ambiguïté écologiste sur ce point.

Le deuxième obstacle pourrait venir du PS, qui aura du mal à renégocier «le choix de l'État» (même si les choses évoluent, c'est vrai). C'est que, sociologiquement, le PS est de plus en plus dépendant d'un électorat travaillant dans les services publics (et en particulier, dans l'enseignement). L'alliance des associations et de l'État, au-delà des difficultés idéologiques, pourrait donc se heurter aussi à des intérêts catégoriels puissants. Le secteur public et le monde associatif sont concurrents dans l'accès aux ressources et en particulier à l'emploi. Le PS pourrait donc être tenté de se replier sur son «bastion public» au détriment de toute évolution vers l'associationnisme.

Le troisième obstacle est plus lourd encore. C'est que la «modernisation morale» effraie en particulier un électorat populaire, resté globalement matérialiste, et que cette politique peut lourdement insécuriser. Elle apparaît comme un avatar d'un changement permanent du cadre de vie, qui fragilise toujours les plus dé-

munis. Dès lors, une autre tentation pour le PS serait de se réfugier, un peu à la manière du SP de Tobback il y a une dizaine d'années, dans un discours sécuritaire à connotation populiste. On connaît le danger de ce type de politique : le discours sécuritaire renforce l'insécurité et donc celui qui s'y engage est aspiré à en faire toujours plus (15). Le piège n'est pas facile à éviter pour le PS : négliger le sentiment d'insécurité des plus fragiles, c'est risquer de se les aliéner pour des partis à connotation fasciste. Mettre le doigt dans l'engrenage du discours sécuritaire, c'est casser lui-même son pari de modernisation morale et se couper de son électorat de classe moyenne. Il y a donc une stratégie subtile à trouver qui consistera à répondre aux aspirations à l'insécurité sans verser dans le discours sécuritaire (16).

Elio Di Rupo, lors de sa prise de pouvoir comme président, avait à peu près défini son projet comme «l'alliance des classes moyennes et des exclus». Il n'imaginait peut-être pas ni à quel point il avait vu juste, ni à quel point ce serait difficile à réaliser. ■

MARC JACQUEMAIN

(13) La relation entre le post-matérialisme et les dérives individualistes des sociétés contemporaines est assez facile à saisir. J'ai développé ce point dans mon petit livre *La Raison Névrotique*, Labor, 2002.

(14) Une autre évolution possible, mais rendue peu probable par la composition même de l'appareil CDH, serait que le parti ex-chrétien opte pour un positionnement résolument conservateur. Il pourrait alors cristalliser l'électorat qu'effraie la modernisation morale et constituer des alliances de droite avec le MR

(15) L'exemple typique étant notre plus proche voisin : la Flandre. Plus le spectre politique joue la carte de l'intolérance pour désamorcer le Vlaams Blok, et plus ce dernier progresse. On a ainsi le paradoxe de une région prospère et fortement post-matérialiste à certains égards voir son opinion publique de plus en plus polarisée autour de l'intolérance et de la xénophobie.

(16) Ce point demanderait à lui seul tout un article.